

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS:
Roubaix-Tourcoing: Trois mois. . . 13.50
Six mois. . . 26.50
Un an. . . 50.50

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, trois mois. . . 15 fr.
La France et l'Étranger, les frais de poste en sus.

Le prix des Abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue, jusqu'à réception d'avis contraire.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL DU NORD

Le JOURNAL DE ROUBAIX est désigné pour la publication des ANNONCES LÉGALES et JUDICIAIRES

Propriétaire-Gérant
ALFRED REBOUX

INSERTIONS:
Annonces: la ligne. . . 2c
Réclames: . . . 30
Faits divers: . . . 50
On peut traiter à forfait pour les abonnements d'annonces.

Les abonnements et les annonces sont reçus à Roubaix, au bureau du journal à Lille, chez M. QUARÉ, Libraire, Grande Place; à Paris, chez MM. HAYAT, LAFITTE et C^o, 34, rue Notre-Dame-des-Victoires (place de la Bourse); à Bruxelles, à l'Office de Publicité.

Les abonnements et les annonces pour le Journal de Roubaix sont reçus:
A ROUBAIX, aux bureaux du journal.
A LILLE, à la succursale de l'Agence Havas, rue de la Gare et aux bureaux de Mémorial, Grande Place (entrée par les débris Saint-Etienne).
A TOURCOING, rue d'Havrè, 25.
A ARMENTIÈRES, rue de Lille, 18.
A PARIS, aux bureaux de l'Agence Havas, Place de la Bourse, 8, ou rue Notre-Dame-des-Victoires, 34.

BOURSE DE PARIS
Services gouvernementaux

9 JUIL.	11 JUIL.	
1 0/0	85 82	85 43
3 0/0 amortissable	87 18	87 00
Amortissable nouveau	86 60	86 10 1/2
1/2 0/0	114 70	114 90
Emprunts 5 0/0	119 00	119 10

Dépêche communiquée par M. Noulez, Caennais

9 JUIL.	11 JUIL.	
3 0/0	85 82	85 50
3 0/0 amortissable	87 22	86 90
3 0/0 amortissable nouv.	86 59	86 07
1/2 0/0	114 70	114 90
Emprunts 5 0/0	119 00	119 10

DÉPÊCHES COMMERCIALES
Dépêches de M. Busch et Cie, du Havre, représentés à Roubaix, par M. Bouteau-Grymouez.

Havre, 11 juillet.
Ventes 1 000 b. Marché ferme.
Liverpool, 11 juillet.
Ventes 12 000 b. Marché rabaissant.

New-York, 11 juillet.
New-York, 11 juillet.
New-York, 11 juillet.
Savannah, 79 1/2.

BULLETIN DU JOUR
Il en est de la Chambre comme des malades absolument condamnés par la faculté; on sait quelques jours après l'heure de leur mort, et l'on n'attache plus qu'une attention médiocre aux incidents qui précèdent la catastrophe finale. Aussi, la Chambre peut se étendre sur certains articles du budget, les commissions se livrer à des rejets, ou prendre en considération certaines propositions, l'opinion publique ne s'inquiète plus de ces décisions. Est-ce que l'escarmouche de M. des Roys contre le général Farre, malgré son importance, yu la situation de notre colonie africaine, n'a pas passé presque inaperçue? Et croit-on que l'on s'inquiète outre mesure du résultat de l'interpellation que M. du Bodan doit adresser après-demain mercredi à M. le ministre de la guerre sur le rôle que M. le général Saussier aura à remplir en Algérie? Ne sait-on pas, en effet, que la Chambre veut éviter à tout prix une crise ministérielle, et une, par conséquent,

tout se terminera, comme pour l'interpellation Jacques, par un ordre du jour de confiance? En d'autre temps, ces luttes parlementaires passionneraient le pays, car opportunistes et ministériels sont loin de s'entendre, et l'affaire Andrieux offre un excellent terrain de combat aux adversaires, mais tout se terminera à l'heure par des mots, et nous continuerons pendant quelques mois à être sous la coupe d'un cabinet dont les actes arrachaient hier à la République française cet aveu dépourillé d'artifice: « Quel gachis! Quelle misère, et que nous avons un gouvernement de bonne composition! »

Mais à quelle époque auront lieu les élections? Le Kappel affirme que les ministres ne se sont pas prononcés, que leur fixation dépend de la hâte avec laquelle la Chambre achèvera de discuter le budget, et de la rapidité que le Sénat mettra à l'examiner.

Il ne reste plus à la Chambre, dit-il, qu'à discuter le budget des recettes. Cette tâche, quoique moins longue que la discussion du budget des dépenses, occupera cependant trois ou quatre séances. Et y a, en effet, à régler la grosse question des dégrèvements. La suppression de l'impôt du papier, proposée par la commission du budget d'accord avec le gouvernement, rencontre une vive opposition de la part d'un certain nombre de députés, qui proposent d'autres dégrèvements, plus urgents suivant eux. A supposer qu'elle soit votée, elle ne passera qu'après une vive discussion, et il n'y a pas moins de dix autres dégrèvements proposés, et chacun d'eux sera défendu avec acharnement.

« Un obstacle s'oppose, d'autre part, à la prompt discussion du budget par le Sénat. Le gouvernement, au lieu de présenter le budget de 1882, comme les années précédentes, en trois projets de loi distincts: 1° les dépenses; 2° les contributions directes; 3° les autres recettes, a déposé le budget sous forme de projet unique. De sorte qu'au lieu de soumettre au Sénat les projets partiels au fur et à mesure de leur adoption par la Chambre, il est obligé, cette année, d'attendre le vote final de la Chambre pour saisir le Sénat du budget de 1882. Il y a donc là un temps d'arrêt forcé.

« La commission des finances du Sénat étudie, il est vrai, à titre officieux le budget; mais elle ne peut prendre aucune décision avant d'avoir été saisie officiellement du projet d'ensemble voté par la Chambre.

« En tenant compte de ces faits, on espère que tout sera fini d'ici au 5 août, et qu'à cette date, seulement le jour du renouvellement de la Chambre pourra être fixé! La période électorale est cependant déjà ouverte. M. Laisant vient, en effet, de provoquer à Nantes une réunion publique dans laquelle il a vivement combattu M. Jules Ferry et Gambetta. Ses électeurs l'ont fort applaudi, paraît-il, et, signe des temps, ceux qui ont voulu répondre aux critiques dirigées contre le président de la Chambre ont dû quitter la place!

LA FÊTE DU 14 JUILLET

De grands et coûteux préparatifs se font dans Paris et dans toute la France pour célébrer avec tout l'éclat possible la fête nationale du 14 juillet et pour lui donner tout l'attrait que comportent les solennités officielles et publiques de ce genre. Nous ne reviendrons pas sur la date qui a été choisie. Nous aurions voulu qu'au lieu d'adopter un anniversaire qui rappelle des souvenirs de discord et de sang, et qui a été signalé par des crimes politiques, on en prit un qui n'éveillât que des sentiments patriotiques et auquel tous les partis pussent s'associer.

Le gouvernement et le Parlement en ont décidé autrement. Que leur volonté s'accomplisse, tant qu'elle sera la loi du pays. La date préférée n'est pas d'ailleurs le plus grand tort de la fête nationale du 14 juillet 1881. Si elle arrive fort mal, c'est surtout à raison de la politique d'exclusion, qui a été pratiquée depuis deux ans, des tristes événements publics qu'elle a amenés et des légitimes mécontentements privés qu'elle a motivés.

Peuvent-ils se réjouir tous ces pères de famille qui exerçaient depuis un très grand nombre d'années le droit naturel de choisir les instituteurs de leurs enfants, et auxquels on arrache ce droit par la force, par la ruse, par la combinaison machiavolique des iniques décrets du 29 mars et de la nouvelle organisation du conseil supérieur de l'instruction publique et des conseils académiques? Les maîtres et les élèves de tous ces établissements scolaires fermés par la haine que porte à l'enseignement religieux le monde gouvernemental et parlementaire, peuvent-ils se réjouir, tous ces humbles serviteurs de Dieu, brutalement chassés du pieux asile où il se consacraient à la prière, à la méditation, au travail?

Peuvent-elles se réjouir ces saintes filles de charité qu'on expulse des écoles où tout leur bonheur était de se dévouer à l'instruction des enfants du peuple et auxquelles on enlève les pauvres et les malades qu'elles soignaient avec une admirable abnégation et une sollicitude de toutes les heures et qui étaient leur véritable famille?

Les catholiques persécutés dans leur croyance, et plus menacés encore dans l'avenir que dans le présent, peuvent-ils se réjouir? Peuvent-ils se réjouir tous ces fonctionnaires dépossédés en masse de leur situation, sans avoir démerité de leurs chefs hiérarchiques, ou après de révoation, ou admis en disponibilité, aussi injustement que brusquement, parce qu'on voulait donner leur place aux favoris du jour, aux protégés de l'opportunisme, aux agents de l'opportunisme?

Dans l'affliction, dans l'inquiétude que cause au pays la déplorable tournaure des affaires d'Afrique où l'intérêt général a été cyniquement sacrifié à un intérêt personnel et lui a été sacrifié avec un entêtement inguérissable, comme une maladie incurable, peut-il se réjouir sans arrière-pensée, se réjouir franchement avec enthousiasme, avec confiance?

On aura les signes extérieurs de la joie, les illuminations splendides, les feux d'artifice, les ruz pavoisées, les danses, les chants, les jeux, les libations, les spectacles gratuits, les foules bouillonnantes. Mais les pensées se reportent vers les massacres de Saida, qui pouvaient, qui devaient être évités, vers ces folles dépenses qui grossissent tous les jours le budget de la France, vers ces impôts écrasants sous lesquels pient, comme sous un fardeau démesurément lourd, les contribuables.

Elles se reportent vers cette Afrique, qui fut si longtemps le théâtre des brillants succès, des éclatants triomphes de notre armée, où tant de soldats illustres, les Bugard, les Lamoricière, les Chanagranière, les Bataillon, les Foulon, ont écrit, pendant trente ans, chaque étape le nom de la France avec leur épée victorieuse; qui a fourni à nos peintres modernes les plus renommés tant de sujets nationaux et populaires, tant de pages inoubliées et qui aujourd'hui a perdu le respect de notre drapeau.

Notre drapeau! Incapables et présomptueux, qui tenez du hasard les événements et de la fatalité de nos destins la

direction de nos affaires publiques, vous en avez maladroitement compromis le prestige. Vous l'avez compromis à Saida par votre imprévoyance, vous le compromettez à Sfax par votre imprévoyance. Qu'as-tu fait de mes légions, s'écriait jadis Auguste? Dieu veuille que la France n'ait pas à vous dire, à son tour: qu'avez-vous fait du plus beau fleuron de ma couronne coloniale, qu'avez-vous fait de l'Algérie?

Insoucieux de l'avenir et oublieux du présent, laissez-vous à toutes les ivresses de la possession du pouvoir illuminez vos ruz, payez vos monuments, multipliez les réjouissances publiques pour fêter l'anniversaire du 14 juillet, mais craignez. Amenez l'apparition subitement, toutes éplorées, toutes sanglantes, au milieu de vos danses et de vos banquets et ne vous joignez pas à ces paroles vengeresses: Soyez maudits vous qui n'avez pas su nous protéger.

A. DE CÉSINA.

L'EFFAREMENT

Quand le public apprend qu'un, deux, trois bataillons, etc., partent pour l'Algérie, il s'arrête à un moment étonné, puis il retourne à ses affaires ou à ses plaisirs. Le public ne sait pas, ne veut pas savoir qu'on désorganise l'armée, par peur des élections.

De nouveaux bataillons viennent d'être désignés dans la garnison de Paris pour partir immédiatement, et demain on sera dans la nécessité d'en désigner d'autres.

Au lieu de prendre des mesures énergiques, de mobiliser les 15e et 16e corps, d'envoyer de suite 20 ou 25,000 hommes et d'en finir avec l'insurrection algérienne, on préfère prélever à droite, prélever à gauche, atomer, et pendant ce temps l'insurrection grandit, la terreur est partout, les colons abandonnent les fermes et les récoltes sur pied; les vols, les assassinats, signes précurseurs et certains du prochain soulèvement des tribus du Tell, se multiplient et enhardissent les insurgés.

Lorsque nous prédisions tout ce qui arrive aujourd'hui, on a pu, fait remarquer la Patrie, nous traiter de visionnaires. La presse républicaine, jugeant des autres d'après elle-même, a pu proposer que notre peu de sympathie pour la forme de gouvernement que subit actuellement la France, pouvait nous exciter à représenter la situation sous des couleurs plus sombres que de raison. Mais aujourd'hui que les faits parlent, que l'incendie, le pillage et le massacre ont plongé l'Algérie dans la désolation, peut-on venir nous contester l'exactitude de nos renseignements et le bien-fondé de nos conseils.

Nous adjuurons donc la presse entière de se joindre à nous pour forcer le gouvernement à mobiliser les corps d'armée du Midi, plus intéressés que les autres à la conservation de l'Algérie, plus acclimatés et plus près des ports d'embarquement.

La France n'a plus qu'une organisation défensive. Que ce soit un bien ou un mal, ce n'est pas le moment de le discuter; mais ce qui ne fait de doute pour personne, c'est que cette organisation est notre sauvegarde et que si, par des prélèvements successifs, on enlève les cadres, les réservistes, en cas de guerre européenne, ne sauront où

aller et que le fruit de tant de peines et de tant de dépenses sera entièrement perdu.

Qu'on se souvienne que l'absence des cadres, après Metz et Sedan, a été la cause principale de notre impuissance à réparer nos armées.

M. le ministre de la guerre a dit hier à la tribune que la mobilisation d'un corps d'armée jetterait le trouble dans le pays.

Certes, oui, cette mesure surprendra et trouble les populations, trompées par des promesses mensongères, par des assertions faussées multipliées. Mais préfère-t-on désarmer la France et l'exposer à rester sans défense en présence de ses ennemis vigilants?

Plus de cent bataillons ont déjà été influencés d'une façon ou d'une autre par les expéditions tunisiennes et algériennes. Ces bataillons n'ont plus de cadres pour remplacer les caporaux et les sous-officiers que la libération va rendre à leurs foyers.

Il faut être aveugle pour ne pas voir que l'on ruine l'armée encore dans ses sources vitales.

Et notre conclusion sera encore aujourd'hui comme demain: Mobilisez les 15e et 16e corps et terminez au plus vite vos expéditions lointaines, car chaque jour qui s'écoule nous rapproche des grands dangers nationaux.

Plus de petits paquets de troupe, plus de prélèvements dissimulés; une action énergique guidée par une politique sage et modérée.

Voilà le vote que l'on devrait suivre et qu'on ne suivra pas.

Le dernier recensement de 1879 atteste l'accroissement régulier de la population ouvrière attachée à l'industrie. On estime à 100,000 le chiffre des ouvriers employés actuellement.

Roubaix voit également augmenter le chiffre de ses exportations; cependant, il subit au moment sur les marchés étrangers une crise résultant des grèves.

Mais l'exemple des luttes antérieures, de l'énergie avec laquelle les industriels ont résisté à des moments plus difficiles, soit en améliorant les moyens de production, soit même en renouvelant entièrement le matériel, permettent d'espérer dans un avenir prochain de nouveaux éléments de succès à l'intérieur et à l'extérieur.

Une amélioration se fait déjà sentir vers le développement de la production la plus artistique de cette région: Les tapisseries, les riches tissus d'ameublement qui avaient fixé l'attention de la commission de l'Exposition universelle de 1880 ont pris un développement considérable.

Il sont aujourd'hui une des principales ressources du pays. La nature même de cette production artistique, le goût exquis qui doit présider à l'exécution de ses moindres œuvres, conviennent essentiellement au caractère de notre génie national.

En perfectionnant sans cesse, nous sommes certains de conserver sur ce terrain toute notre prépondérance à l'étranger. Encore quelques efforts, et nous verrons peut-être remonter un peu notre industrie textile à la hauteur de la Belgique, de la Hollande, de la Lancashire et de la Yorkshire, notamment à Leeds, à Rieghley, à Bradford.

Cette dernière cité, le rival le plus redoutable de Roubaix, vient de faire construire une vaste institution pour l'éducation de ses ouvriers. Le conseil municipal de Bradford, dans un rapport récent qu'il veut de publier, fait le plus grand éloge des efforts considérables tentés en Angleterre pour le progrès de l'enseignement technique dans les industries textiles; il estime qu'il n'y a pas de question plus vitale pour un pays qui veut se maintenir à la tête dans le commerce et les manufactures. Il donne une description complète de l'étendue et des travaux de l'école de Bradford qui, dit-il, sera prochainement la plus grande et la meilleure école de Bradford.

L'auteur anglais ajoute: « Les manufacturiers savent maintenant que leurs plus heureux rivaux sont dans les pays et les localités où l'éducation technique a été amenée au point le plus élevé; aussi les Ecoles d'organisation se multiplient partout, en Angleterre, au milieu des sombres apparences du moment dans la lutte de Bradford contre l'Amérique (le continent); nous sommes heureux de voir que la plus importante Ecole spéciale sera à Bradford et qu'ainsi la partie est loin d'être perdue. »

Dans ce généreux mouvement qui assure le développement de l'instruction des classes ouvrières, la ville de Roubaix, qui avait l'avance, y a quelques années, n'est pas restée en arrière. Elle s'est d'abord pourvue largement à son enseignement, primaire. Dans les sept dernières années, elle a consacré une somme totale de 3,086,629 francs à ses Ecoles d'enseigne-

ment et de tant de dépenses sera entièrement perdu.

Qu'on se souvienne que l'absence des cadres, après Metz et Sedan, a été la cause principale de notre impuissance à réparer nos armées.

M. le ministre de la guerre a dit hier à la tribune que la mobilisation d'un corps d'armée jetterait le trouble dans le pays.

Certes, oui, cette mesure surprendra et trouble les populations, trompées par des promesses mensongères, par des assertions faussées multipliées. Mais préfère-t-on désarmer la France et l'exposer à rester sans défense en présence de ses ennemis vigilants?

Plus de cent bataillons ont déjà été influencés d'une façon ou d'une autre par les expéditions tunisiennes et algériennes. Ces bataillons n'ont plus de cadres pour remplacer les caporaux et les sous-officiers que la libération va rendre à leurs foyers.

Il faut être aveugle pour ne pas voir que l'on ruine l'armée encore dans ses sources vitales.

Et notre conclusion sera encore aujourd'hui comme demain: Mobilisez les 15e et 16e corps et terminez au plus vite vos expéditions lointaines, car chaque jour qui s'écoule nous rapproche des grands dangers nationaux.

Plus de petits paquets de troupe, plus de prélèvements dissimulés; une action énergique guidée par une politique sage et modérée.

Voilà le vote que l'on devrait suivre et qu'on ne suivra pas.

ROUBAIX-TOURCOING et le Nord de la France

LE PÉTITIONNEMENT en faveur des processions

Nous prions instamment nos abonnés et nos lecteurs de vouloir bien signer l'exemplaire de la pétition que nous leur avons fait remettre, de la faire signer dans leurs maisons, bureaux, usines, etc., et de nous le renvoyer le plus tôt possible.

Nous rappelons que tous les habitants de Roubaix, âgés de 21 ans accomplis, hommes et femmes, français et étrangers, ONT LE DROIT DE SIGNER.

Les personnes ne sachant pas écrire peuvent apposer une croix, à côté de laquelle on est instamment prié d'ajouter le domicile exact du signataire.

Des exemplaires de la pétition sont déposés:
Au bureau du Journal de Roubaix, rue Neuve, 17;
Et chez:
MM. Toulemonde-Destombes, rue du Pays, 30;
Alexandre Vernier, rue du Grand Chemin, 34;
Béghin-Bonnaive, rue du Tilleul, 32;
Dubar-Ferrier, rue des Lignes, 26 et boulevard d'Armentières;
Clément Dupire, rue Perrot, 87;
Prouvost-Scrépel, rue du Grand-Chemin, 17;

FRUITLETON DU 12 JUILLET

HISTOIRE DE

Dix-huit Prétendus

PAR CAMILLE DEBANS

Cerdazan, à qui M. de Montaigne avait appris ce qu'on devait faire, trouva pourtant qu'il était oisieux de proclamer devant tous cet amour pour un mort qui ressemblait à un brave.

— Je sais, disait-il au juge de paix, que mademoiselle de Nathus éprouve un sentiment respectable et grand dans son étrange; mais ferez-vous facilement comprendre cela aux quinze autres imbéciles qui vont l'apprendre?

— Mon cher ami, répondait de Montaigne, Antoinette consent à affronter le jugement de ces quinze... messieurs, comme vous dites.

... A la condition qu'ils s'en aillent l'est-ce pas? demanda Roger.

— Oui mon ami.

— N'importe, dit Cerdazan, qui insistait comme si cela lui eût fait quelque chose qu'Antoinette avait trop hautement sa singularité passagère, n'importe, je crois qu'il serait plus sage d'agir autrement pour obtenir le même résultat.

— Comment agiriez-vous à ma place?

— Au lieu de conter la chose ouverte-

ment et pour ainsi dire de l'aveu de mademoiselle de Nathus, je la livrerai sous le manteau à quelque langue bien affilée, à Casour ou à Mathalin, et vous pourriez être sûr que tout le monde la saurait en moins de temps qu'il n'en faut pour retourner une crêpe.

— Vous avez peut-être raison.

— De cette façon, mademoiselle de Nathus pourra, quand elle le voudra, démentir cette histoire et...

Roger, tout en parlant, suivait la pente naturelle de ses pensées et arriva brusquement à un détour où il s'arrêta net en rougissant jusqu'aux cheveux.

M. de Montaigne le regarda et ne fut pas peu étonné de le voir aussi troublé — Qu'avez-vous? lui demanda-t-il.

Cerdazan prétextait un malaise subit et fit passer. On reprit la conversation où on l'avait laissée, et il fut convenu qu'en arrivant au château on s'entendrait avec madame de Nathus et sa belle-sœur pour agir ainsi que l'avait conseillé Roger.

Rien ne fut plus facile d'ailleurs. Tout le monde savait qu'Antoinette, la veille au soir, avait très-positivement fait connaître son intention de n'épouser aucun des prétendus, pas plus M. de Cerdazan que les autres, et nous n'avons pas besoin d'ajouter que chacun cherchait ou inventait une excuse à si déshabillante décision.

Rien ne fut donc plus facile que de semer en confiance dans l'oreille d'un ou deux indiscrets bien connus quelques dé-

tails sur l'état du cœur de mademoiselle de Nathus.

Il faut dire tout d'abord pour rester dans la vérité que personne ne voulut croire à un phénomène psychologique aussi étonnant qu'in vraisemblable. Il y a cinquante ans, cette passion, qui procédait à la fois de Byron, de Goethe et de Chateaubriand, eût été acceptée sans hésitation, et l'on eût trouvé qu'Antoinette était fort à la mode.

Mais en 1872, après le scepticisme et les joyeusetés de l'Empire, cela n'était plus croyable. Et pourtant le cœur humain reste le même.

Quelques vieilles dames qui se souvenaient de leurs jeunes années avec infléni de regrets, furent les premières à ne pas trouver l'événement si exorbitant qu'on voulait bien le dire.

Puis M. de Fontaulade et M. de Blossac déclarèrent qu'ils n'étaient pas prodigeusement surpris.

Antoinette, malgré sa jeunesse, retardait d'un demi-siècle, et c'est pour cela que sa petite histoire ne déplaît pas trop aux vieillards.

M. de Kéréden, lui, n'hésita pas.

— Ah! ah! dit-il, mais c'est fort bien ça. Voyez-vous cette petite Antoinette! Je ne l'aurais pas cru capable de s'emballer comme ça. Elle aime les braves, même quand ils sont morts. Elle a raison! Moi aussi j'aime les gens qui se font tuer, et M. du Hestre est mon homme. Tant pis pour Caillavet.

— Cependant, mon cher colonel, lui di-

sait avec effort M. de Fontaulade, ce M. de Hestre est mort.

— Certainement, et d'une mort tout à fait glorieuse.

— Je ne dis pas non; mais comme il est mort tout de même, Antoinette ne peut pas, malgré tout, passer sa vie à évoquer son souvenir et à se forger des histoires guerrières...

— Ne vous moquez pas des histoires guerrières, mon cousin Fontaulade, vous ne savez pas ce que c'est. Quand vous aurez été ramassé à moitié mort sur le champ de bataille, deux ou trois fois seulement, vous pourrez vous permettre d'avoir un avis.

— Ecoutez, mon cher Kéréden, représentez le vieillard avec cette obsession de la goutte d'eau qui troue le granit.

Mais le colonel reprit:

— Tenez, moi, à Coulmiers, j'ai reçu là, derrière la tête, un joli éclat d'obus. Je ne pourrais pas dire que j'en ai vu beaucoup de chandelles, parce que je suis tombé comme une masse.

C'était au plus fort du combat: on ne savait pas encore comment ça se terminerait. Il paraît que j'ai été arraché aux mains des Bavares qui voulaient me faire prisonnier par un jeune homme, un de ces demi-pékis qui s'appelaient des mobiles et qui se conduisaient vaillamment, ma foi, dans cette journée.

— Tout cela, colonel, ne prouve pas qu'Antoinette...

— Ça prouve, mon cousin, que ce jeune homme était courageux, qu'il m'a proba-

blement sauvé la vie et que, si c'est pour un gaillard de sa trempe qu'Antoinette s'est montrée la tête, elle a eu raison. Il n'y a pas parmi les galopins que nous avons amenés ici un particulier qui mérite d'être aimé comme celui-là.

— Mais encore une fois, colonel il est mort. Elle ne peut donc l'épouser.

— Vraiment! articula le colonel avec calme; mais qu'est-ce que ça peut vous faire, si elle est heureuse comme ça, cette enfant?

— Cela me fait beaucoup. Je l'ai institué mon héritier, mais je veux au moins qu'elle se marie...

— Avec M. de Budos? Vous l'enrichissez, en un mot, à la condition qu'elle soit malheureuse avec un crétin, car c'est un crétin, votre petit de Budos, ajouta tranquillement le colonel.

— Monsieur! s'exclama le vieillard sur le ton d'un homme offensé.

— Oh! mon cousin, vous pouvez en convenir avec moi. Personne ne le saura et ensuite j'ose vous affirmer que notre joie Antoinette n'épousera, comme elle l'a dit, aucun de nos protégés.

— Cependant si Nathus l'exige...

— Ecoutez, Fontaulade, je suis Breton, et par conséquent lorsque j'ai logé une idée là dedans, dit le colonel en se frappant la front, je vous prie de croire qu'elle y est vissée d'une rude façon. C'est vous dire que je me connais en gens têtus.

— Eh bien! quel rapport...

— Je suis donc très-compétent pour vous affirmer que si Nathus est entêté,

sa fille l'est encore davantage. En foi de quoi vous pouvez être assuré qu'elle invente sa romanesque et fantaisiste passion pour cet officier décadé, elle ne reviendra pas sur sa parole, et nos jeunes amis, s'ils sont sages, n'ont plus qu'une chose à faire: boucler leur valise et prendre congé.

— Bien dit, colonel, fit une voix derrière M. de Kéréden. Pour moi, je pars ce soir.

M. de Kéréden se retourna. C'était Cerdazan qui parlait ainsi.

— Ah! ah! monsieur Roger, dit le vieux militaire, vous pouvez vous vanter de m'avoir fait enragé, allez.

— Vraiment, colonel? dit Cerdazan.

— A fond. Mais maintenant que je sais tout, depuis que j'ai appris combien vous étiez lié avec M. du Hestre, je ne suis plus surpris de rien, et si vous voulez, nous serons camarades.

— Avec grand plaisir, colonel; seulement ce ne sera probablement pas pour longtemps.

— Pourquoi donc?

— Mais parce que, comme j'avais l'honneur de vous dire, je pars aujourd'hui même.

— Eh bien! et moi? Est-ce que vous croyez que je vais moisir chez Nathus? Maintenant que tout le monde est black-boulé, nous n'avons pas grand-chose à faire ici, nous, les acrobates.

— Oh! colonel!

(A suivre).